

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Kirkland

Code géographique : 66102

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nadine Bassila, atteste la véracité du rapport financier
de Kirkland pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2020-04-28

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Kirkland

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Kirkland (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Kirkland au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Kirkland inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 28 avril 2020

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A107797

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	54 583 500	55 260 088	53 930 537
Compensations tenant lieu de taxes	2	286 620	286 625	311 356
Quotes-parts	3			
Transferts	4	621 520	674 462	2 025 596
Services rendus	5	958 850	1 125 271	1 017 680
Imposition de droits	6	2 264 510	5 559 893	3 670 092
Amendes et pénalités	7	300 000	316 159	396 751
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	475 000	469 931	567 792
Autres revenus	10	30 000	(245 468)	98 381
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	59 520 000	63 446 961	62 018 185
Charges				
Administration générale	14	10 241 260	10 797 706	10 788 164
Sécurité publique	15	13 757 690	13 740 312	13 534 586
Transport	16	18 549 929	17 543 965	17 137 025
Hygiène du milieu	17	6 336 857	6 040 729	5 962 153
Santé et bien-être	18	326 060	324 225	234 286
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 990 472	1 943 715	1 740 834
Loisirs et culture	20	11 457 432	10 527 901	9 736 006
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	780 900	961 102	900 437
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	63 440 600	61 879 655	60 033 491
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(3 920 600)	1 567 306	1 984 694
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		98 270 260	96 285 566
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		98 270 260	96 285 566
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		99 837 566	98 270 260

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 415 204	12 517 989
Débiteurs (note 5)	2	9 430 724	9 684 963
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	154 678	142 326
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	14 000 606	22 345 278
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 249 195	19 465 131
Revenus reportés (note 12)	12	42 698	44 093
Dette à long terme (note 13)	13	33 950 482	30 246 213
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 820 000	1 270 000
	15	42 062 375	51 025 437
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(28 061 769)	(28 680 159)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	102 037 727	101 289 593
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	25 586 690	25 392 997
Stocks de fournitures	19	274 918	267 829
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	127 899 335	126 950 419
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	99 837 566	98 270 260

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 920 600)	1 567 306	1 984 694
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ()	8 647 250) (10 435 593)
Produit de cession	3		19 528	38 858
Amortissement	4	6 944 700	7 600 445	6 944 669
(Gain) perte sur cession	5		279 143	3 900
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	6 944 700	(748 134)	(3 448 166)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(193 693)	(9 235 611)
Variation des stocks de fournitures	9		(7 089)	(15 539)
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11		(200 782)	(9 251 150)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 024 100	618 390	(10 714 622)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(28 680 159)	(17 965 537)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(28 680 159)	(17 965 537)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(28 061 769)	(28 680 159)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 567 306	1 984 694
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 600 445	6 944 669
Autres			
- Perte sur cession d'actifs	3	279 143	3 900
-	4		
	5	9 446 894	8 933 263
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	254 239	1 144 849
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(13 215 936)	9 007 595
Revenus reportés	9	(1 395)	7 454
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	550 000	373 000
Propriétés destinées à la revente	11	(193 693)	(9 235 611)
Stocks de fournitures	12	(7 089)	(15 539)
Autres actifs non financiers	13		
	14	(3 166 980)	10 215 011
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(8 647 250)	(10 435 593)
Produit de cession	16	19 528	38 858
	17	(8 627 722)	(10 396 735)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(44 832)	(44 832)
Remboursement ou cession	19	32 480	11 180
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(12 352)	(33 652)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	10 965 000	2 458 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 279 000)	(5 851 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	18 269	36 264
Autres			
-	27		
-	28		
	29	3 704 269	(3 356 736)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(8 102 785)	(3 572 112)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	12 517 989	16 090 101
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	12 517 989	16 090 101
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	4 415 204	12 517 989

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

Décret 972-2005, 19 octobre 2005.

Concernant la reconstitution de la Ville de Kirkland

Le 1er janvier 2002, a été constituée de la Ville de Montréal par l'entrée en vigueur de l'article 1 et de l'annexe 1 de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines;

Le territoire de cette ville comprend notamment celui de l'ancienne Ville de Kirkland; conformément à la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités, un scrutin référendaire a été tenu le 20 juin 2004 dans le secteur de la ville correspondant au territoire de l'ancienne Ville de Kirkland sur l'éventualité de reconstituer cette ancienne municipalité;

Que la réponse donnée par les personnes habiles à voter à la question référendaire a été réputée affirmative au sens de l'article 43 de cette loi;

Que par le décret numéro 596-2004 du 21 juin 2004, le gouvernement a, conformément à l'article 51 de cette loi, constitué un comité de transition pour participer, avec les administrateurs et les employés de la ville, et, le cas échéant, avec les personnes élues par anticipation dans la municipalité reconstituée, à l'établissement des conditions les plus aptes à faciliter la transition entre les administrations municipales successives;

En vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, de décréter la reconstitution de la Ville de Kirkland, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions, à compter du 1er janvier 2006, aux conditions suivantes:

-La Ville de Kirkland est une municipalité locale régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C.-19).

-Le territoire de la municipalité est celui dont la description, a été faite par le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs le 2 février 2005.

-La première séance du conseil de la municipalité s'est tenue dans l'édifice destiné à devenir l'hôtel de ville, situé au 17 200, boulevard Hymus.

-La municipalité est réputée avoir obtenu une reconnaissance en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.1 de la Charte de la langue française.

-Dès sa constitution, la municipalité succède, à l'égard de son territoire, aux droits et obligations de la Ville de Montréal reliés à une compétence autre que d'agglomération; tous les actes accomplis par la ville à leur égard sont réputés être des actes de la municipalité. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle était partie, avant la constitution de la ville, l'ancienne Ville de Kirkland.

Les règlements, résolutions ou autres actes de la ville, en tant qu'ils sont, immédiatement avant la reconstitution de la ville, applicables sur tout ou partie du territoire décrit en annexe et qu'ils sont reliés à une compétence visée au premier alinéa, sont réputés être des règlements, résolutions et actes de la municipalité.

Les deux premiers alinéas s'appliquent sous réserve de toute disposition de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ou du décret concernant l'agglomération de Montréal pris en vertu de l'article 135 de cette loi.

2. Principales méthodes comptables

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception ;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu ;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits ;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions ;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Kirkland, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des poursuites en justice et autres réclamations, la provision pour contestations d'évaluation et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

S/O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Catégories	Taux/période
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

.S/O

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur liée au marché - 3 ans. Aux fins du lissage, seuls les actifs autres que le contrat de rentes assurées sont considérés.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, aucun déficit initial. Dans le cas des régimes non capitalisés, tel que décidé par la ville en vertu des mesures d'allègement, ce montant à pourvoir dans le futur ne sera pas amorti;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminés : tel que décidé par la ville, ce montant à pourvoir ne sera pas amorti;

- pour les coûts et gains reliés aux services passés découlant des modifications du régime d'assurance collective à la retraite: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 415 204	12 517 989
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 4 415 204	12 517 989
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 15 289	15 289
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 6 621 900	2 458 000
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 979 478	1 991 433
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 5 167 825	5 682 570
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 382 139	759 568
Organismes municipaux	15	
Autres		
-	16	
- Divers	17 1 901 282	1 251 392
	18 9 430 724	9 684 963
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 975 903	2 264 435
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 1 975 903	2 264 435
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	154 678	142 326
Autres placements	31		
	32	154 678	142 326
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(143 000)	297 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(1 677 000)	(1 567 000)
	37	<u>(1 820 000)</u>	<u>(1 270 000)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 451 000	1 374 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	136 000	381 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	45 061	40 404
	43	<u>1 632 061</u>	<u>1 795 404</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 094 127	2 476 877
Salaires et avantages sociaux	48	1 623 073	1 485 397
Dépôts et retenues de garantie	49	1 230 911	1 716 604
Provision pour contestations d'évaluation	50	2 051 447	1 639 140
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Provision- Poursuite-assurance	53	65 432	168 216
- Interets courus sur la dette	54	184 205	172 350
-	55		
- Expropriation-Terrain	56		11 714 552
- Autres passifs & courus	57		91 995
	58	6 249 195	19 465 131

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	42 698	44 093
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
-	69		
-	70		
-	71		
	72	42 698	44 093

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

					2019	2018
13. Dette à long terme						
	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	2,90	2020	2039	73	34 057 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
Autres dettes à long terme					76	
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	34 057 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(106 518)
					83	(124 787)
						33 950 482
						30 246 213

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2020	84	92	3 429 700	100	109	117	3 429 700
2021	85	93	2 698 600	101	110	118	2 698 600
2022	86	94	2 339 900	102	111	119	2 339 900
2023	87	95	2 404 100	103	112	120	2 404 100
2024	88	96	2 471 500	104	113	121	2 471 500
2025 et +	89	97	20 713 200	105	114	122	20 713 200
	90	98	34 057 000	106	115	123	34 057 000
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91	99	34 057 000	108	116	125	34 057 000

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(28 061 769)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(28 061 769)
		(28 680 159)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	104 870 643	160	7 186 221	187	214		112 056 864
Autres	133	77 688 860	161	1 998 493	188	40 524	215	79 646 829
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	23 019 894	163	98 077	190	486 222	217	22 631 749
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	3 898 989	165	443 085	192	(53 139)	219	4 395 213
Ameublement et équipement de bureau	138	1 601 350	166		193		220	1 601 350
Machinerie, outillage et équipement divers	139	216 666	167	13 118	194		221	229 784
Terrains	140	570 931	168		195		222	570 931
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>211 867 333</u>	170	<u>9 738 994</u>	197	<u>473 607</u>	224	<u>221 132 720</u>
Immobilisations en cours	143	1 091 744	171	(1 091 744)	198		225	
	144	<u>212 959 077</u>	172	<u>8 647 250</u>	199	<u>473 607</u>	226	<u>221 132 720</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173		200		227	
Eaux usées	146		174		201		228	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	50 626 958	175	4 654 576	202		229	55 281 534
Autres	148	46 392 375	176	2 128 197	203	30 393	230	48 490 179
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	10 778 980	178	535 360	205	218 800	232	11 095 540
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	2 540 633	180	186 199	207	(74 257)	234	2 801 089
Ameublement et équipement de bureau	153	1 304 984	181	73 639	208		235	1 378 623
Machinerie, outillage et équipement divers	154	25 554	182	22 474	209		236	48 028
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>111 669 484</u>	184	<u>7 600 445</u>	211	<u>174 936</u>	238	<u>119 094 993</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>101 289 593</u>					239	<u>102 037 727</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	25 586 690	25 392 997
	253	25 586 690	25 392 997
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	25 586 690	25 392 997
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers

Frais payés d'avance			
-	256		
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261		
<hr/>			

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

La ville s'est engagée en vertu de divers contrats pour la collecte des ordures ménagères, des matières organiques et des matières recyclables d'une durée de 3 ans échéants en avril 2022. Les montants nets à verser relativement à ces contrats au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2020	991 886 \$
2021	991 886 \$
2022	330 629 \$

19. Droits contractuels

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, la ville et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 7 117 120 \$ pour des travaux. La ville doit également investir 6 669 250 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu.

20. Passifs éventuels

S/O

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Un entrepreneur a soumis à la procédure d'arbitrage une réclamation de 327 105 \$ en rapport avec un contrat relatif à la reconstruction de biens municipaux. La ville a contesté cette réclamation et s'est portée demanderesse reconventionnelle afin de réclamer une somme de 155 824 \$ pour des travaux correctifs que l'entrepreneur a refusé d'exécuter, en plus des frais d'expert. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Chiffres Comparatifs

A des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2019.

26. Événements postérieurs à la date du bilan

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 28 avril 2020, l'entité est au courant de changements dans ses activités à la suite de la crise de la COVID-19, notamment la fermeture de ses bureaux jusqu'au 4 mai 2020 en vertu d'un décret provincial.

La direction n'est pas certaine de l'incidence de ces changements sur ses états financiers et croit que toute perturbation pourrait être temporaire; cependant, il existe une incertitude quant à la durée et à l'impact potentiel de cette perturbation.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	54 583 500	55 260 088			55 260 088	53 930 537
Compensations tenant lieu de taxes	2	286 620	286 625			286 625	311 356
Quotes-parts	3						
Transferts	4	621 520	674 462			674 462	1 011 434
Services rendus	5	958 850	1 125 271			1 125 271	1 017 680
Imposition de droits	6	2 264 510	5 559 893			5 559 893	3 670 092
Amendes et pénalités	7	300 000	316 159			316 159	396 751
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	475 000	469 931			469 931	567 792
Autres revenus	10	30 000	(245 468)			(245 468)	98 381
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	59 520 000	63 446 961			63 446 961	61 004 023
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15						1 014 162
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20						1 014 162
	21	59 520 000	63 446 961			63 446 961	62 018 185
Charges							
Administration générale	22	10 034 660	10 591 138	206 568		10 797 706	10 788 164
Sécurité publique	23	13 757 690	13 740 312			13 740 312	13 534 586
Transport	24	14 088 219	12 577 423	4 966 542		17 543 965	17 137 025
Hygiène du milieu	25	5 073 717	4 726 127	1 314 602		6 040 729	5 962 153
Santé et bien-être	26	326 060	324 225			324 225	234 286
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 990 472	1 943 715			1 943 715	1 740 834
Loisirs et culture	28	10 444 182	9 415 168	1 112 733		10 527 901	9 736 006
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	780 900	961 102			961 102	900 437
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	6 944 700	7 600 445	(7 600 445)			
	33	63 440 600	61 879 655			61 879 655	60 033 491
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(3 920 600)	1 567 306			1 567 306	1 984 694

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 920 600)	1 567 306	1 984 694
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	1 014 162
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(3 920 600)	1 567 306	970 532
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	6 944 700	7 600 445	6 944 669
Produit de cession	5		19 528	38 858
(Gain) perte sur cession	6		279 143	3 900
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	6 944 700	7 899 116	6 987 427
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		32 480	11 180
	15		32 480	11 180
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 024 100)	(3 025 468)	(3 123 681)
	18	(3 024 100)	(3 025 468)	(3 123 681)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	(4 692 082)	(3 687 532)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(190 106)	193 984
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(4 882 188)	(3 493 548)
	26	3 920 600	23 940	381 378
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 591 246	1 351 910

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		1 014 162
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	()	()
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	6 691 176	7 442 636
Hygiène du milieu	5	()	1 072 756
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	1 956 074	1 920 201
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	8 647 250	10 435 593
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	193 693	9 235 611
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	44 832	44 832
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	7 000 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	4 692 082	3 687 532
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	193 693	4 141 611
Excédent de fonctionnement affecté	16		7 872 731
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	4 885 775	15 701 874
	19	3 000 000	(4 014 162)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 000 000	(3 000 000)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	9 476 130	9 698 951	9 183 766
Charges sociales	2	2 999 250	3 223 693	3 186 253
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5	43 250	43 135	42 456
Autres biens et services	6	8 964 310	9 056 983	8 323 731
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	708 840	673 586	679 178
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	72 060	93 516	82 259
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11		194 000	139 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	29 887 700	29 882 737	29 968 209
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	3 180	2 751	2 858
Amortissement des immobilisations	17	6 944 700	7 600 445	6 944 669
Autres				
- Autres	18	4 341 180	1 409 858	1 481 112
-	19			
-	20			
	21	63 440 600	61 879 655	60 033 491

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice 11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 419 796	4 022 243
Excédent de fonctionnement affecté	2		
Réserves financières et fonds réservés	3	15 289	15 289
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (1 295 517) (1 485 623)
Financement des investissements en cours	5		(3 000 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	95 697 998	98 718 351
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	99 837 566	98 270 260
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 419 796	4 022 243
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	5 419 796	4 022 243
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21		
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26		
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37		
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	15 289	15 289
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	15 289	15 289
	48	15 289	15 289

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (1 152 000) ()	(1 152 000) ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	() ()
Autres	52 () ()	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (142 000) ()	(330 000) ()
	54 (1 294 000) ()	(1 482 000) ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	() ()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	() ()
Autres	58 () ()	() ()
-	59 () ()	() ()
	60 (1 294 000) ()	(1 482 000) ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 (1 517) ()	(3 623) ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	() ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	() ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	() ()
Autres	66 () ()	() ()
-	67 () ()	() ()
	68 (1 517) ()	(3 623) ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	() ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	() ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	() ()
Autres	72 () ()	() ()
-	73 () ()	() ()
	74 () ()	() ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	() ()
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	() ()
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	() ()
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	() ()
Autres	79	() ()
-	80	() ()
	81 (1 295 517) ()	(1 485 623) ()

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 () ()	(3 000 000)
	84	(3 000 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	102 037 727
Propriétés destinées à la revente	86	25 586 690
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	154 678
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	142 326
	90	127 779 095
Ajustements aux éléments d'actif	91	126 824 916
	92	127 779 095
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 () ()	33 950 482) (30 246 213)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()	106 518) (124 787)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 975 903
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	2 264 435
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 () ()	32 081 097) (28 106 565)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()	() ()
	100 () ()	32 081 097) (28 106 565)
	101	95 697 998
		98 718 351

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Kirkland parraine un régime de retraite contenant une composante à prestations déterminées et une composante à cotisation déterminée. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. La rente de retraite de la composante à prestations déterminées correspond à la différence entre 2 % du salaire final moyen 3 ans et 0,7 % du salaire final moyen jusqu'à concurrence du MGA final moyen 3 ans. Les cotisations du régime sont partagées de manière graduelle entre la Ville et les employés et seront partagées à 50 % entre la Ville et les employés à compter de 2020. La date de la plus récente évaluation actuarielle sur base de comptabilité est le 31 décembre 2017.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 297 000	319 000
Charge de l'exercice	4 (1 451 000)	(1 374 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 011 000	1 352 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(143 000)</u>	<u>297 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 28 321 000	26 055 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>31 010 000</u>)	(<u>29 069 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (2 689 000)	(3 014 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>2 546 000</u>	<u>3 311 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (143 000)	297 000
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(143 000)</u>	<u>297 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>28 321 000</u>	<u>26 055 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>31 010 000</u>)	(<u>29 069 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>2 689 000</u>)	(<u>3 014 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 511 000	1 253 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>1 511 000</u>	<u>1 253 000</u>
Cotisations salariales des employés	20 542 000	204 000
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 969 000	1 049 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23 337 000	234 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
-	28	
-	29	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 <u>1 306 000</u>	<u>1 283 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 1 406 000	1 394 000
Rendement espéré des actifs	32 (1 261 000)	(1 303 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 <u>145 000</u>	<u>91 000</u>
Charge de l'exercice	34 <u>1 451 000</u>	<u>1 374 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 801 000	952 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 261 000)	(1 303 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 540 000	(351 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (112 000)	(990 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (1 088 000)	(993 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 29 046 000	24 915 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 585 000	9 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,44 %	4,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,80 %	5,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,32 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 3,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La ville offre actuellement à ses retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le régime est offert aux cadres et cadres supérieurs. Il prévoit de l'assurance-vie, de l'assurance maladie et de l'assurance soins dentaires. Les personnes à charge des retraités sont également admissibles aux protections.

Assurance - vie de base

1 fois le salaire annuel

Portion des coûts payée par la ville : 50% jusqu'à 70 ans et 0% à compter 70 ans

Assurance - vie des personnes à charge

Conjoint: 10 000\$, enfant à charge: 5 000\$.

Portion des coûts payée par la ville : 50% jusqu'à 70 ans et 0% à compter 70 ans

Assurance - maladie

Cadres supérieurs retraités : aucune franchise, remboursement à 80% et limite variable selon les soins.

Autres cadres retraités : franchise 25\$ par certificat, remboursement à 80% et limite variable selon les soins.

Portion des coûts payée par la ville : 50%

Soins dentaires

Cadres supérieurs retraités : aucune franchise et remboursement 50% à 80% (aucune limite).

Autres cadres retraités : franchise 25\$ par certificat et remboursement 50% à 80% (aucune limite).

Portion des coûts payée par la ville :

Retraites avant le 1er janvier 2018: 50% jusqu'à 65 ans et 0% à compter de 65 ans.

Retraites à compter du 1er janvier 2018 : 0%.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 567 000)	(1 216 000)
Charge de l'exercice	56 (136 000)	(381 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 26 000	30 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(1 677 000)</u>	<u>(1 567 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 664 000)	(1 370 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 664 000)	(1 370 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (13 000)	(197 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 677 000)	(1 567 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(1 677 000)</u>	<u>(1 567 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 664 000)	(1 370 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(1 664 000)</u>	<u>(1 370 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 100 000	104 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 <u>100 000</u>	<u>290 000</u>
	72 100 000	394 000
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 100 000	394 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (13 000)	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(61 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>87 000</u>	<u>333 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 49 000	48 000
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>49 000</u>	<u>48 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>136 000</u>	<u>381 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (171 000)	197 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92 26 000	30 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 17	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,75 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,20 %	4,30 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 3,10 %	3,10 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 029	2 029
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 <u>6</u>	<u>6</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>9 868</u>	<u>8 407</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	33 254	28 330
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>11 807</u>	<u>12 074</u>
	120	<u>45 061</u>	<u>40 404</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	52 631 000	53 423 808	51 818 861
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	52 631 000	53 423 808	51 818 861
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 600 000	1 483 690	1 631 993
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	352 500	352 590	479 683
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 952 500	1 836 280	2 111 676
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 952 500	1 836 280	2 111 676
	27	54 583 500	55 260 088	53 930 537

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	110 055	108 918
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	176 565	190 956
	36	286 620	286 625
			311 356
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	286 620	286 625
			311 356
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	286 620	286 625
			311 356

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	99 738	110 716
Enlèvement de la neige	59		109 210
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	27 035	25 493
Traitement des eaux usées	70		27 243
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	190 000	232 158
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		288 600
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	17 500	17 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	62 247	53 473
Autres	89	25 000	46 981
Réseau d'électricité	90		
	91	421 520	783 866

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		1 014 162
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130		1 014 162

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	200 000	188 141	227 568
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	200 000	188 141	227 568
TOTAL DES TRANSFERTS	140	621 520	674 462	2 025 596

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152	23 000	21 564
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	23 000	22 656
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	23 000	21 564
			22 656

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autres	185	53 800	106 078	64 363
	186	53 800	106 078	64 363
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188			
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194	20 000	16 372	19 042
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	20 000	16 372	19 042
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	46 500	63 817	53 353
Matières recyclables	206	2 500	3 966	1 861
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			
	211	49 000	67 783	55 214
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	2 000	1 984	1 978
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219			
	220	2 000	1 984	1 978
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	669 380	733 941	682 838
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	63 140	71 463	65 919
Autres	223	78 530	106 086	105 670
	224	811 050	911 490	854 427
Réseau d'électricité				
	225			
	226	935 850	1 103 707	995 024
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	958 850	1 125 271	1 017 680

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	164 510	452 873	267 570
Droits de mutation immobilière	229	2 100 000	5 107 020	3 402 522
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	2 264 510	5 559 893	3 670 092
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	300 000	316 159	396 751
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	475 000	469 931	567 792
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		(279 143)	(3 900)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			45 590
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			8 000
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	30 000	33 675	48 691
	245	30 000	(245 468)	98 381
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Budget 2019	Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	618 510	702 242		702 242	648 253
Greffe et application de la loi	2	1 017 727	923 324		923 324	892 651
Gestion financière et administrative	3	2 581 006	2 505 086		2 505 086	2 377 353
Évaluation	4	239 715	239 699		239 699	237 507
Gestion du personnel	5	631 720	774 908		774 908	598 907
Autres						
- Autres	6	4 945 982	5 445 879	206 568	5 652 447	6 033 493
-	7					
	8	10 034 660	10 591 138	206 568	10 797 706	10 788 164
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	8 540 200	8 539 640		8 539 640	8 437 284
Sécurité incendie	10	4 655 666	4 655 360		4 655 360	4 602 419
Sécurité civile	11	20 217	20 216		20 216	20 275
Autres	12	541 607	525 096		525 096	474 608
	13	13 757 690	13 740 312		13 740 312	13 534 586
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 913 100	3 312 776	4 654 575	7 967 351	7 609 021
Enlèvement de la neige	15	1 037 871	1 226 452		1 226 452	997 928
Éclairage des rues	16	419 187	341 028	103 295	444 323	465 063
Circulation et stationnement	17	165 041	102 423		102 423	131 732
Transport collectif						
Transport en commun	18	7 390 725	7 390 240		7 390 240	7 571 254
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	162 295	204 504	208 672	413 176	362 027
	22	14 088 219	12 577 423	4 966 542	17 543 965	17 137 025

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 000 000	832 578		832 578		750 304
Réseau de distribution de l'eau potable	24	750 104	638 666	459 079	1 097 745		1 113 442
Traitement des eaux usées	25						
Réseaux d'égout	26	318 492	244 032	564 823	808 855		807 875
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	728 490	672 045		672 045		689 416
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	279 620	349 738		349 738		335 150
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	85 700	120 268		120 268		55 405
Autres	34	953 083	953 020		953 020		776 242
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	57 763	57 759		57 759		63 721
Autres	39	900 465	858 021	290 700	1 148 721		1 370 598
	40	5 073 717	4 726 127	1 314 602	6 040 729		5 962 153
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	279 850	278 018		278 018		190 840
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	46 210	46 207		46 207		43 446
	44	326 060	324 225		324 225		234 286
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	546 779	521 301		521 301		579 197
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	80 868	80 862		80 862		69 514
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	763 908	742 653		742 653		494 954
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	598 917	598 899		598 899		597 169
	52	1 990 472	1 943 715		1 943 715		1 740 834

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	842 799	1 063 933	229 565	1 293 498	1 040 855
Patinoires intérieures et extérieures	54	939 864	989 956		989 956	946 305
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	5 694 003	4 336 470	710 301	5 046 771	4 810 957
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	361 451	389 136	19 387	408 523	425 971
	60	7 838 117	6 779 495	959 253	7 738 748	7 224 088
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	2 589 985	2 619 305	153 480	2 772 785	2 500 570
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	16 080	16 368		16 368	11 348
	66	2 606 065	2 635 673	153 480	2 789 153	2 511 918
	67	10 444 182	9 415 168	1 112 733	10 527 901	9 736 006
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	708 840	698 829		698 829	692 580
Autres frais	70	72 060	68 273		68 273	68 857
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		194 000		194 000	139 000
Autres	72					
	73	780 900	961 102		961 102	900 437
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75		6 944 700	7 600 445	(7 600 445)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Kirkland

Code géographique : 66102

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 094 478	6 588 213
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		311 147
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	1 857 998	705 291
Autres infrastructures	11	238 571	1 072 752
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		1 214 919
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	443 085	399 254
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	13 118	144 017
Terrains	20		
Autres	21		
	22	8 647 250	10 435 593

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	8 191 047	8 677 403
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	456 203	1 758 190
	34	8 647 250	10 435 593

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	657 709		368 568	289 141
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 448 856	10 965 000	6 621 900	31 791 956
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	28 106 565	10 965 000	6 990 468	32 081 097
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 264 435		288 532	1 975 903
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 264 435		288 532	1 975 903
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 264 435		288 532	1 975 903
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	2 264 435		288 532	1 975 903
	19	30 371 000	10 965 000	7 279 000	34 057 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	30 371 000	10 965 000	7 279 000	34 057 000

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	34 057 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	1 975 903
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	32 081 097
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	32 081 097
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
---	--	--

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	191 160
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	2 757 501
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	35 029 758
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	38 411 000
--	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	38 411 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	73 440 758
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	239 715	239 699	237 507
Autres	3	4 404 270	4 403 287	5 085 037
Sécurité publique				
Police	4	8 540 200	8 539 640	8 437 285
Sécurité incendie	5	4 655 665	4 655 360	4 602 419
Sécurité civile	6	20 217	20 216	20 275
Autres	7	144 407	144 397	121 650
Transport				
Réseau routier	8	23 105	23 104	23 171
Transport collectif	9	7 390 725	7 390 240	7 571 254
Autres	10	147 295	147 285	167 993
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	953 083	953 020	776 242
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	57 763	57 759	63 721
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	279 850	278 018	190 840
Autres	17	46 210	46 207	43 446
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	37 546	37 543	34 757
Rénovation urbaine	19	80 868	80 862	69 514
Promotion et développement économique	20	743 178	742 653	494 954
Autres	21	598 917	598 899	597 169
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	502 289	502 218	640 251
Activités culturelles	23	1 022 397	1 022 330	790 724
Réseau d'électricité				
	24			
	25	29 887 700	29 882 737	29 968 209

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 589 404	10 401 603
Frais de financement	4	57 846	33 990
Autres	5		
	6	8 647 250	10 435 593

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	34,00	35,00	61 541,00	3 067 413	1 033 430	4 100 843
Professionnels	2						
Cols blancs	3	59,00	35,00	107 290,00	2 896 450	975 832	3 872 282
Cols bleus	4	56,00	37,50	106 336,00	3 344 677	1 126 843	4 471 520
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
Élus	8	149,00		275 167,00	9 308 540	3 136 105	12 444 645
	9	9,00			390 411	87 588	477 999
	10	158,00			9 698 951	3 223 693	12 922 644

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	25 493				25 493
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	626 219		22 750		648 969
	17	651 712		22 750		674 462

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	262 809	215 783
	4	262 809	215 783
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	656 134	625 800
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	656 134	625 800
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	10 679	11 082
	26	10 679	11 082
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	25 469	40 278
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	25 469	40 278
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 011	7 494
Autres	38		
	39	6 011	7 494
Réseau d'électricité			
	40		
	41	961 102	900 437

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Gibson	77 684	16 767
John Morson	20 520	10 260
Luciano Piciacchia	20 520	10 260
Stephen Bouchard	20 520	10 260
Domenico Zito	20 520	10 260
Samuel Rother	20 520	10 260
Paul Dufort	20 520	10 260
André Allard	20 520	10 260
Mike Brown	20 520	10 260

Note

Rémunération du Maire :

Ville de Kirkland : 60,313 \$

Conseil d'Agglomération de Montréal : 17,371 \$

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		\$ _____
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7		\$ _____
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12		\$ _____
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15		5 107 020 \$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18		\$ _____
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21		\$ _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?

50 51

b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

52 _____

c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

53 _____

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)

54 _____

e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)

55 _____

Mesures d'encadrement

f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)

56 _____

g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :

- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)

57 _____

- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)

58 _____

h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :

- la mort

59 _____

- une blessure grave

60 _____

i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec

61 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Kirkland

Code géographique : 66102

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Kirkland

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Kirkland (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville, de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 28 avril 2020

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A107797

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	55 260 088
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	412 307
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	20 309 303
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>35 363 092</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 907 503 828
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>3 911 082 828</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>3 909 293 328</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 0 , 9 0 4 6 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Kirkland

Code géographique : 66102

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	54 035 400
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	54 035 400

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 580 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	262 100
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 842 100
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 842 100
	27	55 877 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	114 480
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	181 660
	9	296 140

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	296 140

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	296 140

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 454 384 221	X 5 0,7971	/100\$ 6 27 534 900				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 46 316 999	X 8 0,7971	/100\$ 9 369 190				
Immeubles non résidentiels	10 682 417 737	X 11 3,8400	/100\$ 12 26 204 940				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 20 472 235	X 20 1,5942	/100\$ 21 326 370				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 54 435 400	26 ()	27 (400 000)	28	29 54 035 400

Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[] [9] [0] , [0] [0] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] [] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taux d'eau suppl/mentaire	0,6600	7	273 A 682 M3
	0,9400	7	682.1 A 22 727 M3
	1,1000	7	22727 M3 et Plus

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	55 877 500
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	400 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	20 765 289
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	35 512 211

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	4 203 591 192
----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	0 , 8 4 4 8 /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	25 804 940			326 370	369 190	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	262 100					
Autres	5	580 000					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	26 647 040			326 370	369 190	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	27 534 900			54 035 400
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				262 100
Autres	13	1 000 000			1 580 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	28 534 900			55 877 500

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27 _____	2019-12-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	68 898 400 \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	3 134 720 \$
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	814 650 \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	\$

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nadine Bassila , atteste que le rapport financier de Kirkland pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-09.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Kirkland.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Kirkland consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Kirkland détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-09 11:07:03

Date de transmission au Ministère : 2020/06/10